

SAINT-CYR-L'ÉCOLE<sup>☞</sup>  
(YVELINES)

**DECISION DU MAIRE N° 2022/08/142 PRISE EN VERTU DE  
LA DELEGATION DE POUVOIR DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 25 MAI 2020**

---

**Service juridique  
JPB/MB**

**OBJET : Recours de Monsieur et Madame BONNET auprès du Tribunal Administratif de Versailles en vue d'obtenir l'annulation du permis de construire accordé le 1<sup>er</sup> février 2022 à la société SCCV Bonaparte, sous le numéro PC78545 21 B0010 (requête n° 2205971-3). Défense des intérêts de la commune.**

Le Maire de Saint-Cyr-l'École.

Vu l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Vu la délibération n° 2020/05/8 du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire une partie de ses propres attributions et en cas d'empêchement de Madame le Maire, à Monsieur Yves JOURDAN, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire, et notamment son alinéa 16).

Vu l'arrêté municipal n° 2022/07/352 du 22 juillet 2022 par lequel, le Maire a conféré une subdélégation de fonctions à Madame Sophie MARVIN, 6<sup>ème</sup> adjointe au Maire, pour signer les décisions du Maire prises dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales tels qu'ils sont expressément définis et précisés dans la délibération n° 2020/05/8 du 25 mai 2020 susvisée, durant l'absence concomitante de Madame le Maire et de Monsieur JOURDAN, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire, pendant la période du 8 au 15 août 2022 inclus.

Vu la requête n° 2205971-3 déposée le 2 août 2022 par Monsieur et Madame BONNET auprès du greffe du Tribunal Administratif de Versailles en vue d'obtenir l'annulation du permis de construire accordé le 1<sup>er</sup> février 2022 à la société SCCV Bonaparte, sous le numéro PC78545 21 B0010, d'une part, et de la décision du Maire de Saint-Cyr-l'École du 30 mai 2022 rejetant le recours gracieux du 1<sup>er</sup> avril 2022 diligenté par ces requérants à l'encontre de l'autorisation d'utilisation du sol du 1<sup>er</sup> février 2022 susmentionnée, d'autre part.

- Considérant que le Cabinet d'avocats SELARL LAZARE AVOCATS, de par sa connaissance du Plan Local d'Urbanisme est à même de pouvoir intervenir efficacement aux côtés de la commune pour l'assister face à ce recours.
- Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire.

**DECIDE :**

**Article 1** : La commune de Saint-Cyr-l'École mise en cause dans l'instance engagée par Monsieur et Madame BONNET suivant la requête susvisée sera défendue par les soins de son Maire en exercice, notamment par le dépôt de mémoires en défense et de tout autre document nécessaire à cet effet, avec l'assistance de la SELARL LAZARE AVOCATS, société d'avocats sise 60, rue de Londres, 75008 PARIS.

**Article 2** : Les honoraires dus au cabinet d'avocats précité pour la mission d'assistance de la commune à l'occasion de l'instance ainsi engagée contre elle, sont inscrits au budget de l'exercice 2022, au chapitre 011, article 6226.

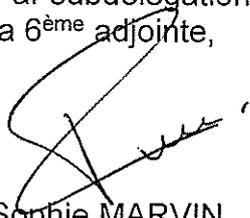
**Article 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Cyr-l'École, le 12 AOUT 2022

Certifié exécutoire  
par publication en ligne le : 12 AOUT 2022  
et  
par transmission  
en Préfecture des Yvelines le : 12 AOUT 2022



Par subdélégation du Maire,  
la 6<sup>ème</sup> adjointe,

  
Sophie MARVIN

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Recours de Monsieur et Madame BONNET auprès du Tribunal Administratif de Versailles en vue d'obtenir l'annulation du permis de construire accordé le 1er février 2022 à la société SCCV Bonaparte, sous le numéro PC78545 21 B0010 (requête n. 2205971-3). Défense des intérêts de la commune.

---

Date de transmission de l'acte : 12/08/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 12/08/2022

---

Numéro de l'acte : 2022-08-142 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 078-217805456-20220812-2022-08-142-AU

---

Date de décision : 12/08/2022

Acte transmis par : Milena BOUTOILLE

---

Nature de l'acte : Autres

Matière de l'acte : 5. Institutions et vie politique  
5.8. Decision d ester en justice